

**VALÉRIE
PÉCRESSE**



DISCOURS DE CAVAILLON

6 JANVIER 2022

VALÉRIE PÉCRESSE

**DISCOURS
DE CAVAILLON**

PROPOSITIONS SÉCURITÉ

6 JANVIER 2022

Seul le prononcé fait foi.

Mesdames et Messieurs,
Mes amis,

Je souhaite à la si belle ville de Cavaillon, au Vaucluse, et à chacune et chacun d'entre vous une bonne année 2022, pleine d'espoir et de soleil.

Malgré ce COVID qui persiste vous êtes encore et toujours là pour la France. C'est, pour moi, plus qu'un plaisir d'être parmi vous, c'est un privilège de pouvoir défendre vos valeurs. Merci de tout cœur pour votre présence. Merci de mêler votre force à ma force. Merci aux parlementaires et aux élus locaux qui vont relayer ma campagne sur notre territoire. Par rapport à nos adversaires, nous avons l'atout de l'enracinement : nous sommes la France du terrain, pas la France des technos.

Il y a deux mois on disait la Droite enterrée, divisée. Mais nous sommes de retour avec un projet solide, une équipe soudée et désormais je me bats pour la victoire.

Je suis portée par l'espoir d'un pays qui veut retrouver sa

fierté. Un pays libre et juste. Un pays productif, prospère et souverain.

Mais pour faire cela : **il faut restaurer la sécurité. Il faut remettre de l'ordre dans la rue. Je ne veux plus de zones de non droit, de zones de non France.** On ne construira rien si la violence continue de briser la confiance dans la France et entre les Français.

Je vous pose la question : Où est la France lorsqu'à l'entrée d'une rue, une bande de caïds tient un checkpoint pour filtrer les entrées du quartier ?

Où est la France lorsque les bandes imposent aux habitants un couvre-feu de fait en squattant les halls d'immeubles ? Comment partager l'amour de la France lorsque le professeur tremble devant ses élèves ?

Comment être Française, sourire aux lèvres, lorsqu'on ne peut plus porter une jupe sans se faire insulter ?

Et puis, comment croire en la République, lorsque des policiers, gendarmes et pompiers sont pris pour cibles sans que leurs agresseurs ne soient jamais sanctionnés ? Lorsqu'une victime doit attendre des mois et des mois pour obtenir réparation ? Pire, lorsqu'elle doit se résoudre à un classement sans suite?

Où est la République quand on peut perdre la vie pour un mauvais regard et qu'on finit par devoir baisser les yeux ? Pour tout dire, comment être passionnément Français et tous unis lorsque la France ne vous protège plus ?

*

Je viens vous parler de sécurité et de justice car sans elles il n'y a ni unité nationale, ni progrès possible.

Tout commence par le choix des mots. Alors, je vais parler clair. Il n'y a pas un « sentiment d'insécurité », il y a l'insécurité ! Le trafiquant de drogue n'est pas un jeune qui s'égaré. C'est un dealer ! Celui qui injurie un policier ou un pompier n'est pas une victime de la société. Non, c'est la société qui est sa victime !

*

Mes amis, quand j'entends le ministre de l'Intérieur proclamer que « la délinquance générale a baissé depuis cinq ans », je me demande dans quel monde il vit.

Le nombre annuel de victimes d'atteintes aux biens ou aux personnes approche les 10 millions. Le nombre des coups et blessures volontaires connaît une forte augmentation. Chaque jour 750 Français sont physiquement agressés. La

hausse des agressions sexuelles est encore plus dramatique. La cyber-escroquerie connaît une augmentation vertigineuse.

Et puis, durant ces cinq dernières années, les Français ont été attaqués dans leur chair par le terrorisme islamiste.

Dans mon bureau, j'ai installé la photo du professeur Samuel Paty, décapité pour avoir enseigné la liberté d'expression. Cette photo restera dans mon bureau de Présidente de la République. **Ne jamais oublier pour ne jamais rien céder.** Dans ce contexte, il est intolérable pour les Français d'entendre le Garde des Sceaux dire que le « sentiment d'insécurité, c'est de l'ordre du fantasme ». Quant au Président de la République, il a parlé « d'incivilité » suite au lynchage, à Bayonne, d'un chauffeur d'autobus tabassé à mort pour avoir demandé à des voyageurs de mettre leur masque.

Non M. Macron, il ne s'agissait pas d'une incivilité. Il s'agissait d'un meurtre ! Non, l'insécurité n'est ni un sentiment ni un fantasme. C'est une réalité quotidienne pour des millions de Français.

En matière d'autorité, le « en même temps », ça ne marche pas. Un jour, le Président vient assurer les forces de l'ordre de sa confiance. Le lendemain, sur internet, il les accuse de violences policières.

Quand on est le Chef de l'Etat, on ne jette pas la suspicion sur les forces de l'ordre. On n'alimente pas la « haine du flic ». **La sécurité, ça ne se choisit pas un jour sur deux. Le « Président du zigzag » Emmanuel Macron a failli.**

Aujourd'hui, vis-à-vis des policiers et des gendarmes, la menace a monté d'un cran. Ils ont une cible sur le dos. Embuscades, tirs de mortiers, véhicules caillassés et maintenant noms et adresses dévoilés, familles menacées. C'est le lot quotidien de nos forces de l'ordre. **Monsieur le Président, votre passivité vous rend complice, votre inertie vous rend coupable.** Soyez-en certains, moi, Présidente, mon soutien à nos forces de l'ordre sera indéfectible et il sera total !

*

10 millions, je l'ai dit, c'est le nombre de victimes d'atteintes aux biens ou aux personnes. 70% de leurs plaintes sont classées sans suite. Au total, c'est moins de 5% des faits dénoncés qui donnent lieu à une condamnation.

Ce que vivent les Français, ce n'est pas un sentiment d'insécurité, c'est le constat de l'impunité.

Notre justice est noyée. 5000 magistrats viennent de signer une tribune dénonçant leurs conditions scandaleuses

de travail. Ils sont en immense souffrance. On compte en France deux fois moins de juges et de procureurs qu'en Allemagne. Rien qu'au Civil, deux millions de Français attendent que la Loi soit dite et appliquée.

Où sont les 15 000 places de prison promises par Emmanuel Macron ? Où sont les 56 nouveaux Centres éducatifs fermés pour les mineurs qu'il avait promis ?

Je veux que la peur change de camp. Je traquerai les caïds. Les voyous, les dealers, les mafieux, les prêcheurs de haine, c'est eux qu'il faut harceler et priver de leurs droits civiques. Je passerai le karcher. Cela fait 10 ans que François Hollande et Emmanuel Macron l'ont remis à la cave. Il est temps de nettoyer les zones de non droit.

L'impuissance publique c'est fini. Je ferai l'impunité zéro. Et pour cela, je vous le garantis, nous mettrons les moyens ! Les moyens financiers, humains, technologiques et juridiques aussi. J'inscrirai dans notre Constitution le droit à la sécurité pour tous car sans la sécurité pas de liberté, pas d'égalité et pas de fraternité.

*

Il parait que lundi, le président sera à Nice pour poser la

première pierre d'un commissariat qui n'a toujours pas, me dit-on, de permis de construire ! Combien de commissariats neufs promis que, faute de crédits, les habitants ne verront pas avant des années ? Combien de renforts promis dont on ne voit pas la couleur ? Moi Présidente, dès l'été, je ferai adopter un projet de modernisation de la sécurité intérieure et de la justice pour nous donner tous les moyens d'agir.

Cinq milliards d'euros seront consacrés à l'équipement de nos forces de l'ordre. Et 9 milliards d'euros – soit une augmentation de 50% de leurs moyens - le seront pour en finir avec la grande misère des tribunaux et des prisons. Nous recruterons 3000 juges, 3000 greffiers et 2000 procureurs. Cette Loi permettra de simplifier et de numériser la procédure pénale pour diviser par deux le temps de traitement des procédures.

40% du temps des policiers est perdu dans la paperasse. Je les veux sur le terrain, avec des technologies de pointe: vidéo protection, caméras piétons ou embarquées, drones, intelligence artificielle.

Je placerai au premier rang des priorités de mon quinquennat le retour de la République dans les quartiers gangrénés par le crime. Emmanuel Macron est coupable d'avoir enterré le rapport Borloo sur les banlieues.

Je mobiliserai les ressources de la police, de la justice, du fisc et de l'armée si nécessaire pour envoyer des brigades coups de poing reconquérir les territoires abandonnés aux réseaux mafieux. Pour démanteler les trafics de drogue et aller chercher toutes ces armes qui circulent et qui tuent, je n'aurai pas la main qui tremble.

Mes amis, en matière de sécurité, rien ne se fera sans les maires. Ils connaissent le terrain mieux que quiconque. J'entends faire de la police municipale la troisième force de sécurité, la police du quotidien et de la proximité. Une police que je veux armée, capable d'interpeller et de contrôler, en parfaite complémentarité avec la police nationale et la gendarmerie.

L'impunité zéro, c'est une justice qui juge vite et bien. Je simplifierai rapidement la procédure pénale. Je déjudicialiserai les contentieux de masse, je faciliterai le prononcé d'amendes forfaitaires.

L'impunité zéro, c'est le retour des peines planchers automatiques pour les récidivistes. De même, pour ceux qui agressent nos forces de l'ordre et à toutes personnes dépositaires de l'autorité publique, élus, enseignants, pompiers, la sanction minimale sera claire : un an de prison ferme.

L'impunité zéro, c'est l'abaissement de la majorité pénale de 18 à 16 ans. Car il faut donner un coup d'arrêt à la montée continue de la violence des mineurs qui pourrissent la vie de quartiers entiers et sont instrumentalisés par les caïds.

L'impunité zéro, c'est sanctionner efficacement les délinquants par des retenues sur salaires ou sur allocations sociales. C'est sanctionner pénalement les squatteurs de logement. C'est exclure de leur logement social les dealers et les familles qui vivent des trafics.

L'impunité zéro commande des sanctions rapides.

Nous développerons dans tous les organismes publics les travaux d'intérêt général: tu casses, tu ré pares, et pas dans un an ! Tu tagues, tu nettoies ! Nous exécuterons à nouveau les courtes peines de prison.

Les jugements pour les délits du quotidien seront prononcés en moins de six mois. Pour les flagrants délits, la comparution sera immédiate sera généralisée.

Pour les violences conjugales, qui ont dramatiquement augmenté, une nouvelle juridiction sera créée sur tout le territoire pour protéger les victimes avec instruction en 72 heures et ordonnance de protection en 6 jours.

Nous construirons 20 000 places de prison supplémentaires, pour passer de 60.000 à 80.000 places. Bien sûr, ces prisons ne sortiront pas de terre immédiatement. Mais dès l'été, nous reconvertirons des bâtiments désaffectés en centres de détention pour les caïds sous bracelet électronique. Je veux les mettre hors d'état de nuire plutôt que de les voir parader dans leur quartier avec un bracelet électronique à la cheville. Ce bracelet est devenu la Légion d'Honneur des voyous.

Pour l'impunité zéro, nous mettrons un terme définitif aux aménagements de peines automatiques. Ils ne seront accordés qu'à ceux qui présenteront un comportement irréprochable et toutes les garanties de réinsertion.

Nous exigerons enfin des détenus une participation financière à leur incarcération. Le Danemark et la Suisse le font. Payer sa dette à la société, c'est aussi cela.

*

Mes amis, quitte à bousculer la bien-pensance, disons ces choses que le gouvernement persiste à nier, : **oui, je l'affirme, il y a un lien entre immigration et délinquance.** 23% des détenus dans nos prisons sont étrangers. A Nantes, où j'étais le 30 décembre dernier, plus de 40% des délinquants de voie publique interpellés ces derniers mois ne

sont pas Français.

Et oui, je l'affirme aussi, il existe un lien entre intégration ratée et délinquance. Nous avons laissé certains quartiers devenir des lieux d'enfermement, des ghettos livrés à l'économie parallèle, aux trafics et aux islamistes. Nous devons la vérité aux Français car rien n'est pire que le déni.

Je veux stopper l'immigration actuelle, cette immigration incontrôlée, encouragée par des réseaux mafieux.

Je refuse que la France devienne une société éclatée, communautarisée, défrancisée. Nous avons une identité, des coutumes, une culture et un mode de vie. Nous devons les protéger et les faire respecter par ceux que nous accueillons. Car ils ont des devoirs à l'égard de la France avant de réclamer des droits.

Je romprai avec l'impuissance actuelle. Nous mettrons fin au scandale du maintien en France des demandeurs d'asile déboutés en les obligeant à déposer leur demande dans nos ambassades ou à la frontière. Tous les demandeurs d'asile seront placés dans des centres dédiés pendant l'instruction accélérée de leur demande pour être éloignés sans délai en cas de rejet de celle-ci.

Les clandestins doivent rentrer chez eux. Les pays d'origine

doivent les reprendre. Après mon élection, je laisserai six mois pour modifier leur attitude aux Etats qui refusent de nous délivrer les laissez- passer consulaires indispensables au retour de leurs ressortissants en situation irrégulière.

Au terme de ce délai, si leur mauvaise volonté persiste, la France suspendra la délivrance de nouveaux visas d'entrée et les politiques de coopération dont ils bénéficient.

Je reprendrai résolument l'affrètement des avions charters d'éloignement de Frontex car il est incompréhensible que la France expulse moins que l'Allemagne ou l'Italie. Nous rétablirons la double peine en expulsant les condamnés étrangers une fois leur peine effectuée. Prison en France puis expulsion. Mais nous négocierons également des accords pour que les délinquants étrangers puissent purger leur peine dans leur propre pays.

*

La France doit reprendre le contrôle de ses frontières. Des quotas migratoires seront votés chaque année par le Parlement afin de cibler le nombre et la qualité des étrangers auxquels sera délivré un titre de séjour.

Ceux des étrangers qui seront autorisés à nous rejoindre devront parler français, respecter notre culture et nos valeurs.

Si on vient en France, on ne le fait pas pour toucher des allocations mais parce qu'on est disposé à se retrousser les manches et à aimer notre pays. Il faudra cinq ans de résidence régulière pour pouvoir toucher des prestations sociales non contributives. Je mettrai fin au regroupement familial automatique et au droit du sol automatique.

Les enfants de parents étrangers ne deviendront plus automatiquement Français. Ils devront le demander et faire la preuve de leur assimilation.

Oui, je dis « assimilation ». L'assimilation, c'est la parfaite maîtrise de notre langue, c'est la connaissance de notre histoire et c'est bien sûr l'absence de casier judiciaire. C'est par-dessus tout l'adhésion sincère à nos valeurs. Je serai intraitable avec l'islamisme qui s'attaque aux fondements de notre identité.

Je serai toujours aux côtés des femmes qui refusent de se soumettre et qui se battent pour l'égalité. Dans toutes nos Ecoles je renforcerai la transmission de la langue française – « qui est notre Patrie », disait Albert Camus - et celle de l'Histoire de France. Car je veux une jeunesse tricolore, pas une jeunesse qui demande à son pays de se repentir.

*

Voilà, mes chers amis, comment je rétablirai l'ordre et la sécurité pour tous et partout. Le jour où la police et la justice seront à nouveau pleinement respectées et craintes des voyous. Le jour où la France redeviendra implacable vis-à-vis de ceux qui ne respectent ni ses lois, ni ses coutumes. Le jour où le drapeau tricolore sera le drapeau de chacun.

Eh bien, ce jour-là, mesdames et messieurs, la France retrouvera son unité, sa force et sa fierté. Et je vous le dis : rien n'arrêtera cette France rassemblée qui se dressera pour conquérir son avenir.

Pour préparer ce jour, j'ai besoin de vous. Les obstacles sont là et nos adversaires sont nombreux. A l'Elysée, ils feront tout pour détourner l'attention, pour masquer la situation, pour faire diversion. Mais rien ne m'intimidera, rien ne nous arrêtera car les Français attendent tellement de nous !

La France unie, la France en tête, la France au premier rang, la France ensemble, la France encore, la France toujours : voilà notre espérance !

Voilà ce qui nous motive, voilà ce que nous voulons, voilà pourquoi je me bats avec toute la détermination d'une Française qui à la Liberté, l'Egalité et la Fraternité dans le cœur, et qui clame avec force : Vive la République et vive la France !

Réalisation : Communication numérique Les Républicains

les **IR**
Républicains